

Le budget—M. Berger

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais la période des questions et observations est écoulée.

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, la semaine dernière on a beaucoup parlé du déficit. Parfois, j'ai l'impression, et je suis persuadé qu'elle est partagée par la plupart des observateurs, que c'est là la seule préoccupation du gouvernement. En outre, depuis la présentation du budget, le cours du dollar baisse, ce qui montre qu'on manque de confiance dans le gouvernement et qu'il n'a pas atteint ses objectifs dans le seul domaine qui semble l'inquiéter.

Vers la fin de l'année, le magazine *Maclean's* a publié un sondage d'opinion publique dans lequel Allan Gregg, le sondeur conservateur, a déclaré, au sujet de l'appui accordé au gouvernement, que la baisse de popularité du gouvernement conservateur dans les sondages s'expliquait d'abord et avant tout par son incapacité à fixer au Canada un objectif et à montrer aux Canadiens le moyen de l'atteindre. Rien n'illustre mieux ce fait que l'absence de toute allusion aux jeunes dans le budget.

[Français]

Monsieur le Président, dans le budget, il n'y a pas une seule ligne sur les 750,000 jeunes Canadiens qui sont aujourd'hui sans emploi. On n'a que cette préoccupation constante au sujet du déficit. Je devrais dire, monsieur le Président, oui, il y avait un mot qui concernait la jeunesse de ce pays et c'était l'annonce de la coupure du programme Katimavik qui était un des seuls programmes au pays qui donnait un certain espoir aux jeunes, qui donnait aux jeunes la possibilité d'avoir une formation, d'avoir une expérience de vie peu commune au Canada ou dans le monde entier.

[Traduction]

Le bilan du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir, dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, est peut-être le meilleur signe de son manque de vision. Il est heureux pour le gouvernement qu'on ne procède pas à un sondage Gallup dans les universités ou parmi les collectivités scientifiques, car il s'apercevrait alors que sa popularité est nulle.

Lorsque j'ai préparé mon intervention d'aujourd'hui, j'ai eu de la difficulté à décider à quel moment je devais commencer à parler d'enseignement et de recherche. En toute franchise, j'ai été sidéré par la réponse du gouvernement aux plans des trois conseils de recherches fédéraux qui assurent le financement de la recherche dans nos universités—le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil de recherches en sciences humaines et le Conseil de recherches médicales. Les maigres crédits de recherche prévus dans le budget ne constituent rien de moins qu'un rejet total des plans de ces conseils. Le gouvernement a avisé les intéressés qu'il ne souhaitait plus accroître de façon marquée les dépenses consacrées à la recherche et au développement. Je suis sidéré de voir que le gouvernement manque d'honnêteté à ce sujet. Il tente de camoufler sa décision en prétendant accroître les fonds consacrés à la recherche, alors que les maigres crédits prévus ne permettront même pas à ces conseils de faire face à l'inflation.

● (1250)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a soumis son plan quinquennal au gouvernement en juin dernier. On y réclame une augmentation de 1.4 milliard de dollars sur cinq années visées. Certains trouveront que c'est beaucoup d'argent à consacrer à la recherche, aux universités et à nos jeunes, mais c'est le montant que nous consacrons en une année aux forages pétroliers sur les terres nouvelles. C'est légèrement plus que ce que le gouvernement a décidé de dépenser en quelques minutes, afin de renflouer les déposants non assurés des deux banques qui ont fait faillite en septembre dernier. Le gouvernement n'a pas perdu son temps pour tenter de refaire sa réputation dans ce domaine.

Ce plan n'est pas né de rien. Il n'a pas été conçu par un groupe de personnes coupées de la réalité. C'est le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie qui l'a proposé au gouvernement après que ce dernier eut affirmé qu'il allait doubler le budget de la recherche et du développement.

Le Conseil est composé d'un groupe de scientifiques respectés et c'est sans doute l'organisme public qui a la meilleure réputation. Il a conçu ce plan après que le gouvernement eut affirmé qu'il doublerait les dépenses au chapitre de la recherche et du développement. Il nous a dit qu'il nous fallait commencer à nous acheminer dans cette voie. Je dis bien commencer, car quiconque est au courant des ressources consacrées à la recherche et au développement de l'utilisation de la technologie, comprendra qu'à l'heure actuelle, nous manquons de main-d'œuvre qualifiée. Nous souffrons d'une pénurie de scientifiques. Nos écoles ne comptent pas suffisamment de jeunes inscrits aux programmes de sciences.

Le Conseil a donc soumis un plan au gouvernement en lui disant que nous devions commencer à nous acheminer dans cette voie. Le gouvernement a commencé par accorder au Conseil environ 8 p. 100 des fonds qu'il réclamait ce qui ne lui permet même pas de compenser l'inflation. Les 126 millions de dollars qu'il recevra d'ici cinq ans représentent deux fois moins que ce dont il aurait besoin pour suivre l'inflation. Ce n'est que 8 p. 100 de ce qu'il faudrait pour répondre à l'objectif du gouvernement.

Quand j'ai pris connaissance de la réponse du gouvernement, j'ai cru d'abord à une plaisanterie, j'ai cru qu'il y avait une erreur quelque part. Ce n'est pas une réponse sérieuse, et le gouvernement conservateur fait preuve de malhonnêteté. Il présente ses efforts modérés comme une initiative d'envergure.

J'assistais à la conférence de presse l'autre jour quand le secrétaire d'État (M. Bouchard) et le ministre chargé de la Science et de la Technologie (M. Siddon) ont annoncé le plan de dépenses du gouvernement. Ils avaient un air lugubre alors qu'ils étaient censés apporter de bonnes nouvelles. Mais pourquoi dois-je m'étonner, monsieur le Président? Parce que le gouvernement avait promis de doubler les dépenses de recherche et de développement. Après les élections, nous avons vite compris qu'il n'en serait rien. Le budget du Conseil national de recherche a été réduit de 70 millions de dollars. On a avancé une explication. Les responsables ont dit que la Division de l'énergie serait réduite. Je ne comprends pas ce raisonnement, mais certains ont affirmé que l'énergie renouvelable avait d'autres sources de financement. C'est l'argument qu'on a invoqué.